

ANALYSE

Immigration subsaharienne

11 ans d'attente et «d'espoir»

• **Pays de transit, le Maroc est devenu une destination permanente**

• **Beaucoup d'entre eux espèrent une régularisation**

• **Travail informel dans l'agriculture et le commerce ambulant**

ON les retrouve partout. Dans les coins de rue, sur les chantiers de construction... les immigrés subsahariens font du Maroc de plus en plus une destination permanente plutôt qu'un pays de transit comme cela a été le cas il y a quelques années. C'est en grande partie «parce qu'ils ne peuvent plus aller plus loin depuis le durcissement des politiques migratoires européennes et le contrôle plus renforcé aux frontières», a expliqué Mike Collyer, professeur à l'université britannique de Sussex, lors d'un séminaire organisé par le Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME), hier à Rabat. Parmi cette communauté d'immigrants au Maroc, une grande partie est installée de façon irrégulière. Il s'agit là d'une question relativement récente au Maroc. D'où le besoin de disposer de données pour «cerner les contours de ce phénomène et de proposer des pistes pour élaborer des politiques dans ce domaine», a avancé Driss Yazami, président du CCME. C'est pour cela que le Conseil

a réalisé une étude sur cette problématique, en partenariat avec d'autres organismes internationaux, grâce à un financement de l'Union européenne.

L'objectif est aussi de «sensibiliser autour des risques liés à la situation d'immigrants irréguliers», a noté Myriam Cherti, chargée d'études à l'Institut de Recherche sur les Politiques

tillon interrogé, la plupart des migrants sont jeunes et célibataires. Une grande partie d'entre eux «ont tendance à avoir une image exagérément romantique de l'émigration», peut-on lire dans le rapport. Or, «leur expérience laisse penser que la réalité de leurs conditions de vie au Maroc est très éloignée des attentes». Dans leur rapport avec les autorités ma-

au créneau pour dénoncer l'utilisation de la force contre les immigrants subsahariens dans la région de l'Oriental. Ceux qui ont pu traverser les zones frontalières vers le centre du pays ont généralement des activités. Il s'agit surtout de postes dans des secteurs caractérisés par l'emploi informel comme la construction, l'agriculture ou encore le commerce ambulant. La limitation des perspectives sur le marché de l'emploi est liée à leur situation irrégulière. Car les secteurs formels n'acceptent généralement d'employer que les immigrants disposant d'un permis de séjour valable. C'est pour cela que «plus de la moitié des personnes interrogées disent qu'elles seraient tentées de séjourner au Maroc en cas de régularisation de leur situation».

Pour le moment, les immigrants irréguliers estiment faire l'objet de discrimination au Maroc. Ce sentiment est perçu comme une situation quotidienne. Cela se traduit par «une inégalité dans l'accès à certains services, ou simplement de mauvais traitement». D'où le besoin ressenti par ces migrants de se regrouper en petites communautés, avec très peu de communication avec les populations locales. D'ailleurs, les résultats de l'étude montrent que la connaissance de la seule langue française a un effet limité en tant qu'outil d'intégration de ces migrants qui estiment que «la maîtrise de la langue arabe est indispensable». Cela s'étend également à la religion, dans la mesure où certains immigrants ont affirmé «avoir prétendu être des musulmans pour éviter la discrimination». □

Mohamed Ali MRABI



La majorité des immigrants subsahariens optent pour des emplois informels comme ouvriers ou vendeurs ambulants. Ils espèrent une régularisation pour prétendre à de meilleures opportunités de travail (Les visages ont été modifiés - Ph. Archives)

Publiques (IPPR), basé à Londres, qui a présenté les résultats de ce document de référence. Il en ressort que les profils des immigrants irréguliers au Maroc sont très variés. On retrouve des mineurs qui ont fait le trajet vers le Maroc sans être accompagnés d'un membre de leur famille. D'autres sont plus âgés et ont passé au Maroc de longues périodes allant jusqu'à 11 ans. Au sein de l'échan-

rocaïnes, les immigrants subsahariens avancent que «la réponse de l'Etat à leur situation tend à être humanitaire, à court terme et en cas d'urgence». Néanmoins, le traitement réservé à cette communauté est plus rigide dans les villes frontalières comme Oujda, au moment où il y a une tolérance relative d'autres villes comme Rabat ou Casablanca. Récemment, certaines ONG sont montées

Immigration subsaharienne

Le Maroc a besoin d'une politique globale

• La loi actuelle principalement axée sur le sécuritaire

• Les droits élémentaires à préserver

LE durcissement des politiques migratoires européennes et le contrôle renforcé des frontières ne constituent pas la seule raison qui a transformé le Maroc d'un pays de transit en une destination permanente des immigrés irréguliers, pour la plupart des Subsahariens. En effet, le Royaume a connu une série de changements au niveau économique qui se sont traduits par «l'existence d'une demande de travail qui n'est pas toujours satisfaite par les nationaux», a estimé Mike Collyer de l'Université de Sussex au Royaume Uni. En effet, «certains secteurs ont de plus en plus recours à la main d'œuvre irrégulière, et les employeurs savent où recruter ces immigrés irréguliers», a fait savoir Abdelhamid El Jamri, président du Comité des Nations unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants. Le Maroc se retrouve face à de nombreux défis à cause de l'amplification du phénomène. En effet, «ni l'Etat, ni la société ne sont préparés à cette nouvelle situation», s'accordent à dire les différents intervenants au séminaire organisé par le CCME.

Agir dans le cadre normatif

Aujourd'hui, «Rabat doit disposer d'une politique d'immigration globale, prenant en compte ses besoins économiques», a estimé El Jamri. Mais au-delà d'une réponse à des besoins économiques, le traitement de la question des immigrés irréguliers doit se baser sur une approche de protection. Car, «l'entrée dans un pays, en enfreignant ses lois, ne doit pas priver du droit d'accès aux services élémentaires», a souligné Habib Belkouch, directeur du Centre des droits des migrants, et l'une des grandes figures du PAM. En effet, «le refus de certains pays de leur accorder l'accès aux services de base peut se retourner contre eux, dans la mesure où la privation du droit à la santé, par exemple, peut se traduire par des menaces sanitaires pour toute la société», note El Jamri. Globalement, «les autorités marocaines sont appelées à veiller à ce que ces immigrés soient bien intégrés et à respecter leurs engagements en matière de droits humains, tout en traitant les aspects sécuritaires résultant des arrivées massives des migrants irréguliers», peut-on lire dans l'étude. Les concepteurs de cette étude recommandent notamment

d'agir sur le cadre normatif relatif à cette question. Celui-ci est à chercher dans les instruments internationaux auxquels le Maroc a adhéré, notamment les conventions des Nations unies sur les droits de l'Homme, ou celles de l'OIT relatives aux droits des travailleurs. D'ailleurs, «la nouvelle Constitution a instauré la pri-

maut des conventions internationales sur la législation locale, tout en consacrant certains droits en faveur des étrangers», a rappelé Belkouch. Aujourd'hui, la loi 02-03 constitue le principal texte qui régit la migration au Maroc. Elle «fait référence à l'importance des engagements internationaux du Maroc», note le rapport. Ce qui

signifie implicitement que l'Etat s'engage à respecter les droits de cette catégorie de migrants. Or, «le contenu de ce texte est principalement axé sur la sécurité, à travers des mesures de détention, d'expulsion et de criminalisation», poursuit le rapport. □

M. A. M.

EUROPE

Les immigrés se sentent-ils

• Entre 25 et 33% se disent surqualifiés pour leur emploi

• Ils parlent plusieurs langues dans les pays hôtes

• Une nouvelle étude dresse leur profil

COMMENT les migrants vivent leur intégration, quels sont les obstacles qu'ils rencontrent et quelles sont leurs attentes? Pour répondre à ces questions, la Fondation Roi Baudouin et le Migration Policy Group ont piloté un nouveau type d'enquête européenne dont «l'objectif est de faire mieux entendre la voix des immigrés dans l'élaboration des politiques d'intégration». L'enquête sur les citoyens immigrés dresse leur profil et met en avant leur expérience de l'intégration dans 15 villes européennes. Un document de référence qui arrive à point nommé en ces périodes de retour des MRE. Pour rappel, sur la période allant du début mai à fin septembre, quelque 2,5 millions de MRE sont attendus au Maroc (cf, notre édition N° 3814 du 2012/06/27).

■ Ils se sentent surqualifiés... pour leur emploi

La sécurité de l'emploi est le premier souci pour les immigrés. Entre 25 et 33% des immigrés actifs se sentent surqualifiés pour leur emploi. Les immigrés «éduqués» réussissent souvent à faire reconnaître

leurs qualifications acquises à l'étranger s'ils en font la demande mais ils sont peu nombreux à introduire une telle demande. Les problèmes sur le marché du travail sont souvent locaux et vont du manque de contrats en bonne et due forme dans le Sud de l'Europe à la discrimination et la méfiance à l'égard des qualifications acquises à l'étranger dans le Nord de l'Europe.

La plupart des immigrés en âge de travailler souhaitent plus de formation. En effet, les immigrés ont plus de difficultés que la plupart des habitants du pays à concilier formation, travail et vie de famille.

■ Ils parlent plusieurs langues !!!

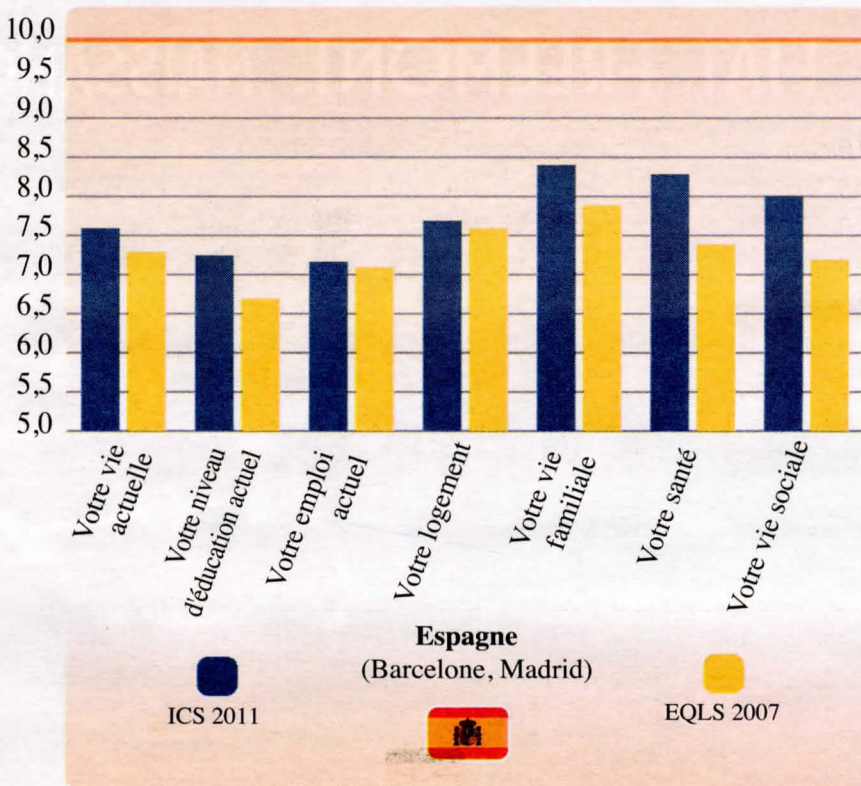
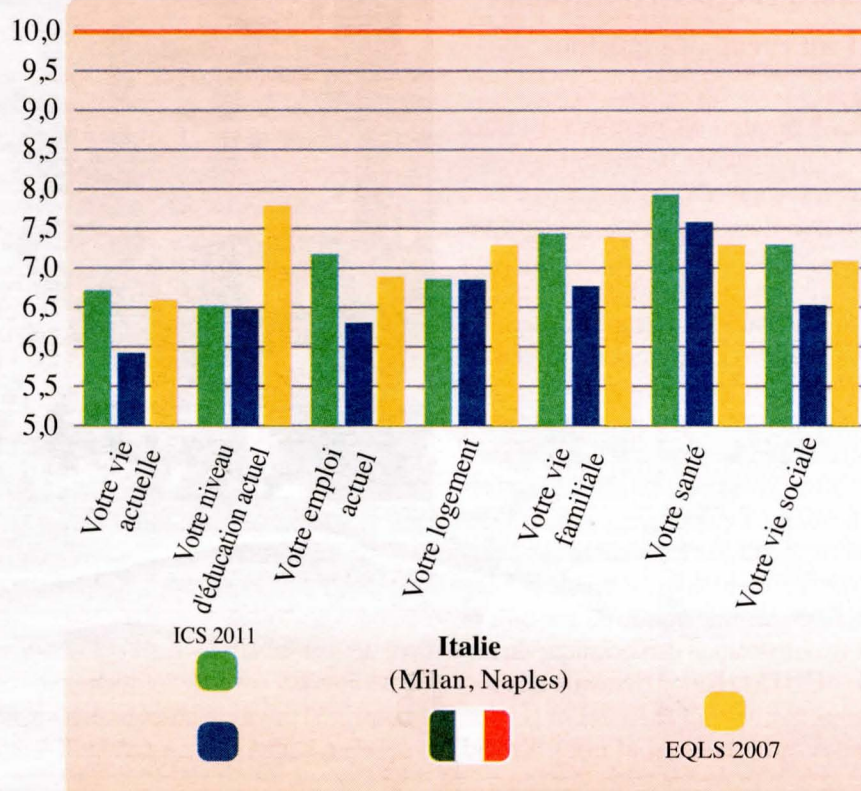
En général, les immigrés parlent un plus grand nombre de langues que les habitants de leur pays de résidence. Mais le temps manque pour apprendre une nouvelle langue. Un autre constat de l'étude: obtenir des informations sur les possibilités d'apprentissage peut être plus difficile pour les immigrés que pour la population générale. Un grand nombre d'immigrés ont participé à des cours de langue ou d'intégration. Les participants apprécient énormément les cours de langue et souvent les cours d'intégration socio-économique. Apprendre une langue a posé davantage de problèmes aux locuteurs non-natifs dans les villes portugaises, italiennes et françaises que dans les villes allemandes ou à Madrid.

■ Et participent à la vie civique et aux élections

La plupart des immigrés expriment le souhait de participer aux élections (souvent autant que les nationaux). Ils veulent

plus de diversité en politique et souhaitent voter pour l'encourager. L'intensité de la participation dépend fortement de leur contexte local et national.

Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de... (*)



(*) Enquête sur les citoyens immigrés (ICS) 2011 comparée à l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS 2007)

(Source: Fondation Roi Baudouin et Migration Policy Group)

En comparant les données de l'enquête européenne de 2007 sur la qualité de vie et les données de l'enquête sur les citoyens immigrés (ICS) de 2011, les immigrés sont aussi satisfaits de leur vie que la plupart des gens dans le pays où ils vivent. En moyenne, ils se déclarent plus positifs concernant la santé.

NB: Les immigrés interrogés ont classé sur une échelle de 0 à 10 leur niveau de satisfaction à l'égard de leur vie (éducation, emploi, vie de famille, santé et vie sociale...)

participation des immigrés à la vie civique varie d'une ville à l'autre et d'une organisation à l'autre. Le fait pour les immigrés de connaître une ONG d'immigrés ou d'y par-

■ La famille, une priorité

Seul un nombre limité d'immigrés de la première génération ont été un jour séparés de leur partenaire ou de leurs enfants.

bien dans leur peau?

La majorité des familles séparées se sont déjà regroupées dans la plupart des pays examinés.

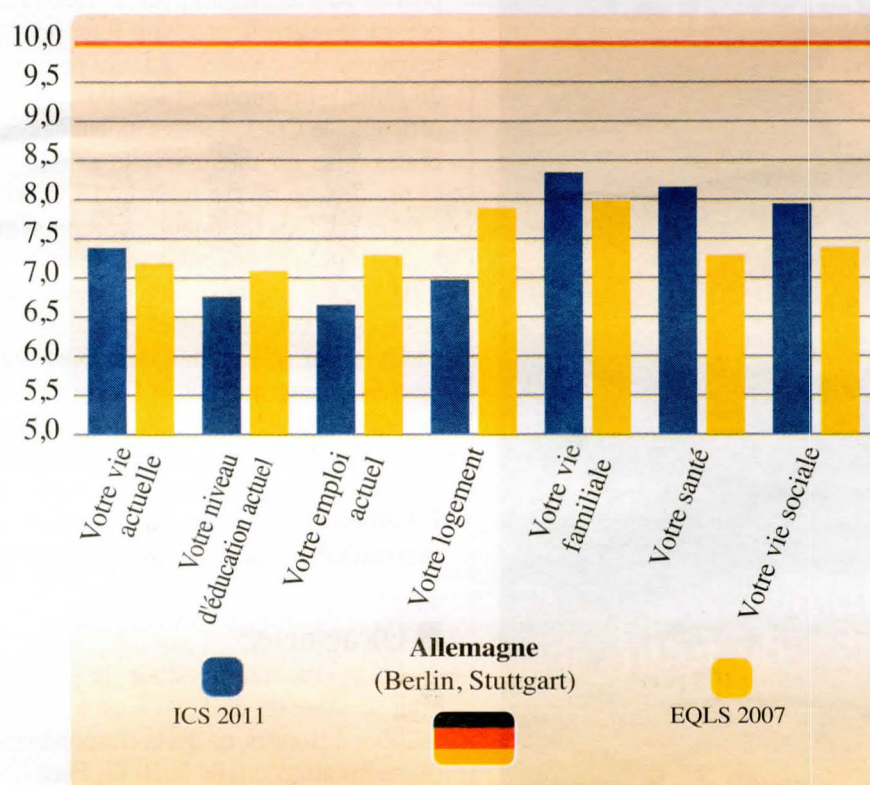
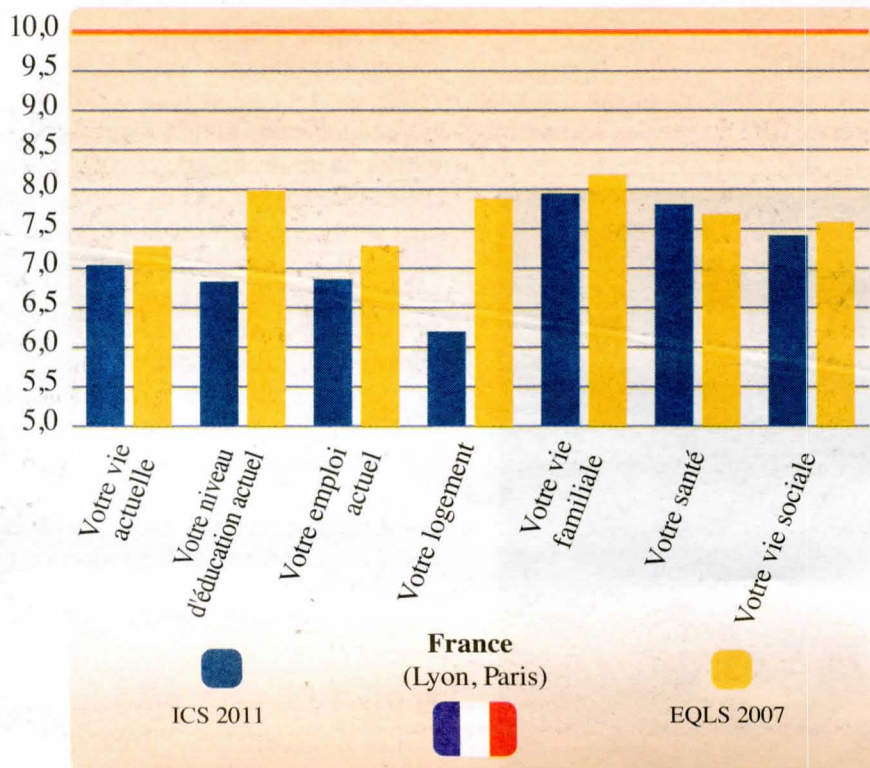
La plupart des immigrés actuellement

contribue à améliorer la vie familiale des immigrés et leur sentiment d'appartenance et il peut parfois avoir d'autres effets sur l'intégration.

venir. La plupart des migrants temporaires dans les nouveaux pays d'immigration veulent aussi devenir résidents de longue durée. Dans la plupart des cas, les enquêtés formulent une demande peu après la période de séjour minimale. Des obstacles il

ou veulent le devenir. Les quelques immigrés non intéressés par une citoyenneté ne perçoivent souvent pas de différence avec leur statut actuel ou sont confrontés à des obstacles politiques précis. Les principales raisons évoquées pour ne pas demander

Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de... (*)



(*) Enquête sur les citoyens immigrants (ICS) 2011 comparée à l'enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS 2007)

(Source: Fondation Roi Baudouin et Migration Policy Group)

Dans les villes de France et d'Allemagne, les sondés sont moins satisfaits de leur emploi, de leur éducation et de leur logement que l'individu moyen dans ces pays. En Hongrie, au Portugal et en Espagne, les immigrés sont plus positifs à l'égard de la plupart des domaines de la vie

Méthodologie

DANS cette enquête près de 7.473 migrants ont été interrogés dans 7 pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie et Portugal). Plus de 1.000 personnes ont été interrogées à Paris et à Lyon par Ipsos. Le partenaire scientifique de cette étude était Sciences-Po et le partenaire terrain, Ipsos France. □

y en a. Les documents et le pouvoir discrétionnaire des autorités sont cités comme étant les principaux problèmes qui se posent aux demandeurs dans certains pays. Pour les auteurs de l'étude un séjour de longue durée aide la plupart des immigrés à trouver un meilleur emploi et à se sentir mieux installés dans le pays.

■ **Naturalisation: Il n'y a pas de différence**

Environ 3 immigrés sur 4 sont citoyens

une naturalisation sont les difficultés de la procédure en France et les restrictions à la double nationalité en Allemagne. Les naturalisations sont plus fréquentes dans les anciens pays d'immigration et dans les groupes bénéficiant de facilités en Hongrie et en Espagne. Les immigrés pouvant prétendre à une naturalisation mettent souvent des années avant d'introduire une demande. □

Fatim-Zahra TOHRY

■ **Séjour de longue durée: Que d'obstacles !**

80 et 95% des immigrés sont des résidents de longue durée ou souhaitent le de-

séparés ne veulent pas introduire une demande pour leur famille, certains par choix familial, mais d'autres en raison d'obstacles politiques. Le regroupement familial